

Comité des relations internationales du SPGQ

Rapport annuel d'activités 2015 - 2016

Période visée : du 1^{er} septembre 2015 au 31 août 2016

Plan d'action et priorités 2016-2017

Les membres du comité des relations internationales

Francine Belleau, membre du comité, responsable politique du volet relations internationales et secrétaire du SPGQ ;

Nicolas Béland, membre du comité ;

Francine Belleau, membre du comité ;

Thérèse Guay, membre du comité;

Suzie Racine, membre du comité;

Jocelyn Tremblay, membre du comité

et

Claire Picard, conseillère

Christine Deviers, secrétaire au dossier des relations internationales

Janvier 2017

Mission

Développe un réseau de contacts avec des syndicats de même nature que le SPGQ à l'étranger dans le but d'avoir accès aux meilleurs outils disponibles et d'adopter les meilleures pratiques pour la défense de nos droits syndicaux.

Mandat

- Exerce une veille au sujet des luttes et enjeux syndicaux internationaux.
- Établit des contacts avec des organisations syndicales étrangères afin de partager des expériences de luttes, des stratégies, tactiques et pratiques efficaces.
- Informe, forme et mobilise les membres du SPGQ sur les enjeux du processus actuel de libéralisation et son impact sur les services publics.
- Développe une argumentation propre à orienter l'action du SPGQ sur la scène internationale.
- Soumet des éléments de réflexion quant à l'engagement du SPGQ dans diverses campagnes internationales.

Composition

Le comité est formé de cinq membres, incluant la ou le responsable du dossier au comité exécutif. Au moins deux des membres du comité sont des femmes.

Madame Francine Belleau a assumé la responsabilité politique du comité pour la période visée par le rapport annuel. Elle a présidé toutes les rencontres du comité.

Réunions du Comité

Pour l'année 2015-16, le comité a tenu deux rencontres, une première en vis-à-vis à Québec le jeudi 10 mars 2016 et une seconde en visioconférence à partir de nos bureaux de Québec et Montréal le mercredi 1^{er} juin 2016. Ces rencontres ont permis de revoir l'implication du SPGQ sur la scène internationale, ses contacts avec d'autres associations ou groupes syndicaux actifs sur la scène internationale, de prendre connaissance des activités à venir et de se donner un plan d'action pour la fin de cette première année de reprise des activités du comité relations internationales (CRI) du SPGQ. Le plan d'action pour cette fin d'année se résume à consolider le comité et sa participation, le cas échéant, dans trois organisations, l'Internationale des services publics (ISP), le Réseau québécois sur l'intégration continentale (RQIC) et l'Association pour la Taxation des Transactions financières pour l'Aide aux Citoyens (ATTAC-Québec) et être présent au Forum social mondial (FSM) de 2016 à Montréal.

Consolidation du comité : historique

2001 à 2006 : une prise de conscience intense et la création du CRI

Le 15 mars 2001, en devenant membre du Réseau québécois sur l'intégration continentale (RQIC), le SPGQ a marqué le début de son implication sur la scène internationale.

Avril 2001, le SPGQ a participé activement à toutes les activités du 2e Sommet des peuples des Amériques. Il a délégué seize de ses membres aux différents forums thématiques dont les conclusions viennent enrichir le projet alternatif pour les Amériques. La déclaration finale adoptée au Sommet des peuples rejette le processus sur lequel se fonde le projet de libre-échange des Amériques des chefs d'État et des gens d'affaires et en appelle à l'organisation d'une mobilisation continentale pour la tenue d'un référendum dans tous les pays. Le Sommet des peuples a été un succès. Entre 50 000 et 70 000 personnes ont assisté à la marche de clôture, dont une centaine sous la bannière du SPGQ.

Juin 2001, le SPGQ a mis sur pied un comité de relations internationales (CRI) dont le mandat consistait à sensibiliser les membres aux grands enjeux internationaux susceptibles d'avoir des impacts sur leur quotidien et à les représenter lors de rencontres internationales.

Le SPGQ a ainsi participé au Forum social mondial (FSM) de 2002 et de 2003 à Porto Alegre, au Brésil, où fut lancée la campagne continentale contre la ZLEA lors d'une marche réunissant 50 000 personnes.

Au Canada, c'est le RQIC au Québec et Common Frontiers (CF), dans le reste du Canada, qui ont coordonné une consultation populaire qui s'est déroulée de janvier à octobre 2003. C'est à Ottawa, le 18 novembre 2003, à la veille de la 8e Réunion des ministres du Commerce des Amériques à Miami que les membres du RQIC et de Common Frontiers ont rendu publics les résultats de la consultation. Le SPGQ y était représenté par sa présidente. Plus de 123 000 personnes ont été rejointes, dont 60 000 personnes au Québec. Plus de 93 % des gens se sont prononcés contre la ZLEA telle qu'elle se négocie actuellement.

Au SPGQ, plus de 1500 membres se sont exprimés; 90 % d'entre eux se sont prononcés contre la ZLEA telle qu'elle se négocie actuellement et 95 % enjoignaient le gouvernement fédéral de ne pas signer un accord de commerce sans qu'il n'implique :

- un processus de négociation transparent et démocratique ;
- la préservation intégrale du pouvoir de l'État de légiférer pour promouvoir le bien commun, l'intérêt public, la démocratie et le respect de l'environnement ;
- la primauté des droits individuels et collectifs sur le commerce et le profit ;
- l'égalité entre les hommes et les femmes.

Février 2004, le SPGQ a participé aux rencontres interaméricaines de lutte contre la ZLEA, à La Havane, et au 1^{er} Forum social des Amériques, à Quito, en juillet 2004. En septembre 2004, il a activement pris part à l'organisation du colloque trinational «Les 10 ans de l'ALÉNA : Bilan et perspectives».

Une première au congrès du SPGQ de 2004, l'organisation et la réalisation de l'atelier «*nos expertises à l'ère de la mondialisation*». Les 94 déléguées et délégués qui ont participé à l'atelier ont adopté à l'unanimité sept propositions visant à poursuivre et à renforcer les actions du SPGQ contre la mondialisation néolibérale sur la scène locale et internationale.

Janvier 2005, le SPGQ a participé au FSM 2005 à Porto Alegre. À l'été il est devenu membre d'ATTAC-Québec et en septembre il a adhéré à l'Internationale des services publics (ISP).

Le SPGQ a aussi participé aux réunions mensuelles du RQIC et à l'organisation du forum «*Vers le III^e Sommet des peuples des Amériques*» les 30 septembre et 1^{er} octobre 2005 à Montréal.

2006 à 2014 : CRI en période de dormance

À l'été 2006, un nouvel exécutif est entré en poste et le budget du CRI est passé de 20 000 \$ à 5 000 \$ jusqu'en 2010-2011, budget qui n'a jamais été entièrement utilisé, les activités étant réduites. À l'automne 2011, le mandat du comité a été suspendu par l'exécutif de l'époque.

2014 à aujourd'hui : réveil du CRI

À l'automne 2014, l'exécutif élu en 2012 a recommandé au conseil syndical de remettre en place le CRI lors du renouvellement quadriennal des mandats et les présents membres ont été élus.

L'année 2015 a connu une nouvelle période électorale au printemps assortie, au cours de l'automne, de plusieurs instances en lien avec les négociations (CS et ADS supplémentaires et tournée des membres de la fonction publique). Les travaux du CRI ont pu reprendre en mars 2016. Le SPGQ est depuis de retour aux réunions du RQIC et d'ATTAC-Québec. Et en août des membres du CRI ont participé au FSM 2016 à Montréal. Les travaux du CRI, outre le suivi des activités d'intérêt, portent également sur un plan de travail pour la suite de son mandat actuel.

Participation des membres du CRI au FSM 2016

Francine Belleau, Nicolas Béland, ont participé au FSM 2016 comme membre du CRI, Claire Picard conseillère et Thérèse Guay comme bénévole au collectif organisateur du FSM 2016.

La 12^e édition du FSM s'est tenue pour la première fois en Amérique du Nord depuis sa création à Porto Alegre en 2001 avec le slogan «Un autre monde est nécessaire, ensemble il devient possible!». 35 000 personnes de 125 pays y ont participé dont 15 000 à la marche d'ouverture avec en tête de cortège, les premiers peuples du continent. De l'avis de groupes autochtones, jamais un tel rassemblement n'a fait autant de place aux Premières nations du Québec.

Au total 1 200 activités autogérées, plus de 200 activités culturelles, 6 forums parallèles, 26 espaces de convergences ou comités autogérés. Il y a eu aussi 21 grandes conférences et 22 assemblées de convergence qui a conduit à plus d'une centaine d'initiatives.

Le forum était avant tout un processus, un espace de discussion sans ordre du jour imposé avec une structure horizontale de personnes ayant en commun la poursuite du progrès social. Le site du FSM : <https://fsm2016.org/>

Le RQIC a organisé les activités de l'espace de convergence du comité autogéré «Extractivisme, pouvoir des transnationales et accords de libre-échange» constitué d'une quarantaine de groupes, dont le SPGQ. Ce comité autogéré a réalisé un programme qui présente un nombre important d'ateliers autogérés touchant à un ou plusieurs des trois piliers de l'espace de convergence «Les peuples et la planète avant le profit ! Sortir du libre-échange et de l'extractivisme pour en finir avec le pouvoir des multinationales», ainsi que les 3 moments planifiés pendant le FSM : 2 sessions de stratégies et l'assemblée de convergence en plus d'une Grande conférence intitulée «Les peuples et la planète avant le profit ! Voix des résistances et des alternatives».

Les membres du CRI du SPGQ ont participé à ces 3 moments. Pour alimenter les discussions des 2 séances de travail stratégique, le comité autogéré a produit un texte reproduit dans le programme. De ces 2 sessions et de l'assemblée de convergence qui ont attiré plus ou moins 400 personnes, **l'extractivisme semble être le pilier le plus préoccupant, celui qui a exploité et abusé non seulement de la force de travail, mais aussi de la nature. Et, les accords de libre-échange octroient des privilèges exceptionnels aux investisseurs, aux multinationales, aux dépens de la souveraineté des peuples. Il y a un glissement du pouvoir des États, des peuples, entre les mains des grandes entreprises, a confirmé Pierre-Yves Serinet coordonnateur du RQIC.**

Les objectifs de la convergence étaient de bâtir une compréhension commune des 3 piliers et de faire entendre davantage la voix des peuples. Les participantes et participants sont arrivés à la conclusion que ces 3 enjeux sont liés avec comme toile de fond la lutte contre les changements climatiques pour une transition juste. Le FSM a permis aux participantes et participants de partager leurs expériences de luttes, de tenter de mieux coordonner leurs actions pour préparer l'automne, de marquer les esprits et de confronter le système capitaliste néolibéral en place. À l'assemblée de convergence, ils sont revenus sur un calendrier d'actions pour proposer de les répertorier sous un chapeau commun, un site web par exemple. Une multitude de luttes et d'actions sont sur la table : il y aura un lieu pour échanger sur nos actions, suivre ce qui se passe.

Le FSM a été un succès même si l'objectif de participation de 50 000 personnes n'a pas été atteint pour toutes sortes de raisons, entres autres, un nombre important de refus de visas.

De sa participation au FSM le CRI retient que les enjeux planétaires actuels sont la lutte aux changements climatiques et aux inégalités sociales. Le processus de la mondialisation n'a pas permis de réduire les inégalités sociales comme le prétendaient les néolibéraux.

En marge du FSM, le 7 octobre, il y a eu le lancement de la campagne 5 – 10 – 15 pour notamment un salaire minimum à 15 \$ suivi le 15 octobre par une importante manifestation à Montréal. Le SPGQ analysera la possibilité de se joindre à cette coalition qui lutte pour réduire les inégalités sociales.

Le CRI retient également que les syndicats devraient s'occuper des travailleurs et des travailleuses qui seront affectés par les changements climatiques et les accords de libre-échange. Il faudrait sensibiliser davantage nos membres sur ce qui se passe sur la scène internationale, notamment sur les lois du travail.

Participation au RQIC

Le SPGQ est membre du RQIC depuis 2001. Fondé en 1986 sous le nom de Coalition québécoise d'opposition au libre-échange (CQOL), renommée Coalition québécoise sur les négociations trilatérales à partir de 1991 lors des négociations de l'ALÉNA, le Réseau québécois sur l'intégration continentale (RQIC) prend son nom actuel en 1994 et se définit comme une large coalition multisectorielle regroupant plus de vingt organisations sociales du Québec, provenant des milieux syndicaux, communautaires et populaires, étudiants, environnementaux, de femmes, de droits humains, et de développement international. Les organisations membres du RQIC représentent plus d'un million de personnes.

Le RQIC a pour objectif de proposer une vision du développement respectueuse des droits sociaux, des droits des travailleuses et travailleurs et des droits humains, et de promouvoir la démocratie, la participation, le respect de l'environnement et l'élimination de la pauvreté. Sa mission est de favoriser la participation démocratique et l'accès à l'information des citoyennes et citoyens du Québec et de leurs organisations aux débats sur l'intégration continentale et les accords de libre-échange.

Depuis sa fondation lors des négociations de l'ALÉ entre les États-Unis et le Canada, le RQIC s'est imposé comme un interlocuteur important de la société civile québécoise en matière d'intégration économique et de commerce international. Représentant au Québec de l'Alliance Sociale Continentale (ASC), le RQIC a organisé à Québec en avril 2001 le 2^e Sommet des peuples des Amériques lors du Sommet des chefs d'États. Le site du RQIC: <http://rqic.alternatives.ca>.

Depuis décembre 2015, le SPGQ a participé aux réunions de coordination du RQIC et à l'organisation de l'espace de convergence du comité autogéré «Extractivisme, pouvoir des transnationales et accords de libre-échange» au FSM 2016.

Participation à ATTAC-Québec

Le SPGQ est devenu membre en 2005. Fondée en France en 1998, l'Association pour la Taxation des Transactions financières pour l'Aide aux Citoyens (ATTAC) est aujourd'hui présente dans une trentaine de pays à travers le monde. Née de la volonté de rétablir un contrôle démocratique des marchés financiers et de leurs institutions, ATTAC mène des actions variées visant la reconquête, par les citoyennes et citoyens, du pouvoir démesuré que la sphère financière exerce sur tous les aspects de la vie politique, économique, sociale et culturelle. ATTAC est un mouvement citoyen international décentralisé: les différentes associations nationales partagent une plateforme commune et peuvent coordonner leurs actions, mais elles sont autonomes.

ATTAC-Québec a vu le jour en 2000. Ses trois champs d'action principaux sont: la lutte contre les paradis fiscaux et pour la justice fiscale; la promotion d'une taxe sur les transactions financières; la lutte contre les accords internationaux, souvent dits de libre-échange, pour revendiquer le droit démocratique des peuples à défendre le bien commun. Lors de son assemblée de 2005, l'association décidait de modifier son nom pour Association pour la Taxation des Transactions financières et pour l'Action Citoyenne. Le site d'ATTAC-Québec: <http://www.quebec.attac.org>.

Le SPGQ a participé à l'Assemblée générale le samedi 7 novembre 2015.

Participation à l'ISP

Le SPGQ est membre de l'Internationale des services publics (ISP) depuis septembre 2005. L'ISP est une fédération syndicale internationale qui se consacre à la promotion des services publics de qualité partout dans le monde. Elle s'appuie sur le principe de solidarité entre les travailleurs et les travailleuses du secteur public du monde entier pour "Renforcer les syndicats du secteur public à l'échelle mondiale en vue de défendre les droits et les intérêts des travailleurs et de promouvoir le rôle essentiel des services publics de qualité dans l'établissement de sociétés équitables et inclusives dans lesquelles tous les individus jouissent de l'égalité d'accès à ces services et de l'égalité des chances". L'ISP rassemble plus de 20 millions de travailleuses et de travailleurs, représentés par 669 syndicats dans 154 pays et territoires, du Québec la FIQ, la CSQ, l'APTS, le SFPQ et le SPGQ. Le site de l'ISP est: <http://www.world-psi.org/>.

Le président du SPGQ représente le SPGQ à l'ISP.

Plan d'action et priorités pour l'année 2016-2017

- Les accords de libre-échange et les changements climatiques

Le SPGQ a pris position pour une mondialisation sociale et environnementale en devenant membre du RQIC. Pour l'année 2016-2017, le RQIC mènera trois luttes de front : les accords de libre-échange, l'extractivisme et le pouvoir des transnationales. Il poursuivra sa lutte pour plus de transparence dans les négociations des accords de libre-échange et une réappropriation citoyenne de ces dossiers. Le RQIC exige un débat public sur la renégociation de l'ALÉNA, l'AÉCG, le PTP et l'ACS et des analyses rigoureuses d'impacts.

Le SPGQ a plusieurs raisons pour s'opposer à la signature de l'AÉCG dans son état actuel. Les premières sont le déni de la démocratie et l'accroissement des inégalités. Une autre raison a trait au mécanisme de règlement des différends, la clause de recours des investisseurs contre les États et la diminution de la capacité future des gouvernements de légiférer en fonction du bien commun. Il y a aussi son incompatibilité avec l'Accord de Paris et la lutte aux changements climatiques. Enfin tout ce qui touche à l'agriculture et à la culture.

Le CRI va poursuivre sa participation active au sein du RQIC et intégrer le slogan «*Les peuples et la planète avant le profit*» dans toutes ses actions sur le libre-échange, l'extractivisme et le pouvoir des transnationales.

Il est important de souligner que la critique du SPGQ à l'endroit de ces accords se distingue nettement du discours des opposants de droite et d'extrême droite.

- Les inégalités sociales

Le CRI analysera, notamment, la pertinence de joindre la coalition de la campagne «5-10-15» à laquelle prennent part la CSN, la CSQ, la CSD, le Front de défense des non-syndiqués et le Collectif pour un Québec sans pauvreté. La campagne vise à obtenir le droit de connaître son horaire de travail cinq jours à l'avance, de disposer de 10 jours de congés payés en cas de maladie ou de responsabilités familiales, et un salaire minimum de 15 \$ l'heure.

- Nos engagements au sein du RQIC, d'ATTAC-Québec et de l'ISP

Le CRI poursuivra son implication auprès de ces organisations et analysera la pertinence de joindre d'autres organisations.

- La communication aux membres

Le CRI proposera des projets d'articles pour la Revue l'Expertise et analysera la possibilité d'autres activités d'information.

CONCLUSION

Dans sa première année de réactivation, le CRI a surtout repris sa participation au sein du RQIC et d'ATTAC-Québec dont les actions sont liées aux luttes et enjeux sociaux actuels à l'international. Au FSM 2016, le CRI a rétabli ses contacts avec des organisations syndicales d'ici et de l'étranger et partagé les enjeux pour une mondialisation sociale et environnementale.

Dans la prochaine année, le CRI amorcera le volet d'information de son mandat sur les enjeux du processus actuel de libéralisation et ses impacts notamment sur les services publics. De plus, il aidera au besoin à positionner le SPGQ sur les enjeux émergents sur la scène internationale et sur l'engagement du SPGQ dans les diverses campagnes nationales et internationales.

Notre apport vise à souligner l'importance de protéger les droits sociaux et environnementaux ainsi que de s'assurer que ces accords soient les plus équitables possible pour les populations concernées.

La prochaine année devrait donc nous permettre un meilleur partage des expériences de luttes, des stratégies, tactiques et pratiques efficaces ailleurs dans le monde avec la délégation et les membres du SPGQ.